


cités
unies
france

la lettre de la. coopération décentralisée

**Avril
2012**

Afrique	2
Amérique latine et Caraïbes	7
Asie	9
Europe	10
Méditerranée	11
Jeunesse.....	13
Tourisme responsable.....	14
Thématiques.....	15
Institutions européennes	16
Agenda	17
Publications	19

MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Alain Huard, conseiller général du Département de l'Eure

Réunion du groupe-pays Madagascar

La réunion du groupe-pays Madagascar du 27 mars 2012 a principalement abordé la formation professionnelle en matière agricole et rurale. Elle a permis de prendre connaissance de la stratégie nationale de formation agricole et rurale et prendre connaissance de certaines expériences, issues de coopérations décentralisées, mais aussi des ONG suivantes, présentes à la réunion : FERT, les Afdi, la Fédération bas-normande des Maisons familiales rurales.

Consortium de la solidarité avec Madagascar

Cités Unies France est intervenu, le 24 mars, dans le cadre d'une réunion d'échange sur la situation à Madagascar et le rôle des sociétés civiles françaises et malgache, organisée par le Consortium. Cela a été l'occasion de présenter le rôle et le fonctionnement de la coopération décentralisée.

TOGO

Présidente du groupe-pays : Monique Papot-Libéral, conseillère de la communauté de communes de la Côte Roannaise

La décision de la Cour de justice de CEDEAO

La décision de la Cour de justice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) est tombée le 13 mars dernier. Cette Cour, saisie par l'Alliance nationale pour le changement d'une requête en omission dans l'affaire des neuf députés exclus du Parlement togolais, ne souhaite pas aller au-delà de sa décision rendue le 7 octobre 2011 (indemnisation : trois millions de FCFA par député).

Pour la Cour, il ne semble pas y avoir une omission dans sa décision initiale qui disposait que les neuf députés n'avaient jamais démissionné. Une façon pour elle de reconnaître implicitement qu'ils étaient toujours membres de l'Assemblée nationale togolaise.

Quant à ordonner à l'État togolais leur intégration, ce n'est ni plus ni moins pour, pour cette cour, que de dépasser ses compétences et se positionner en juridiction de recours aux juridictions internes togolaises.

BÉNIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint Germès-Akar, vice-présidente de la communauté d'agglomération de Cergy-Pontoise

Réunion du groupe-pays Bénin, le 28 mars 2012

La rencontre du groupe-pays Bénin du 28 mars 2012 a essentiellement porté sur les outils de planification territoriale et urbaine, au service des collectivités territoriales. Le groupe-pays a notamment accueilli M. René Perrier, assistant technique au moment de la mise en place des registres fonciers urbains, et Mme Anita Maria Palumbo, anthropologue urbaniste qui a présenté un support multimédia au service de la réflexion sur la ville en mouvement.

Le Conseil Economique, Social et Environnemental Régional (CESER) de Rhône-Alpes en visite à Cotonou

Une délégation du Conseil économique, social et environnemental régional (CESER) de Rhône-Alpes s'est rendue à Cotonou du 8 au 15 mars 2012, en vue d'élargir la coopération décentralisée avec le Bénin. Cette visite s'inscrit dans le cadre d'un accord-cadre de coopération signé en mars 2011 avec le Conseil économique et social du Bénin, suite aux états généraux de la francophonie d'octobre 2010 en Rhône-Alpes.

Il s'agit pour la délégation du CESER Rhône-Alpes, conduite par son président Bruno Lacroix, de rencontrer différentes institutions et entreprises béninoises concernées par cette initiative. Ainsi, la délégation française a notamment été reçue par le président du Conseil économique et social du Bénin, Nicolas Adagbé, les responsables de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB), le Barreau du Bénin et l'entreprise agroalimentaire Agrisatch-CDPA.

(Source : www.ambafrance-bj.org/Cooperation-decentralisee-le-CESER@)

ACTUALITÉS BENIN

Réunion de dirigeants africains pour sortir du blocage à la tête de l'Union Africaine (UA)

Un groupe de dirigeants africains s'est réuni le samedi 17 mars 2012 à Cotonou pour tenter de dégager une solution pour le choix du prochain président de la Commission de l'Union africaine, après l'échec d'un sommet en janvier, a constaté un journaliste de l'AFP. La réunion s'est déroulée à huis clos pendant une journée dans la capitale économique du Bénin. Le chef d'Etat du Bénin, Thomas Boni Yayi, est l'actuel président de l'UA.

(Source : <http://www.jeuneafrique.com/Article/DE-PAFP20120318165832/algerie-angola-tchad-uabenin-reunion-de-dirigeants-africains-pour-sortir-du-blocage-a-la-tete-de-l-ua.html>)

Visite des chantiers de pavage à Porto-Novo

Le 17 mars 2012, le maire Océni a visité des chantiers de pavage à Porto-Novo et constaté l'évolution des travaux. Ces travaux de pavage financés par la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) ont connu un certain ralentissement : prévus pour durer 6 mois, ces travaux sont encore à la traîne quatre mois après.

(Source : <http://www.laraignee.org/modules.php?name=News&file=article&sid=12167&mode=thread&order=0&thold=0>)

MALI

Président du groupe-pays: Guy-Michel Chauveau, maire de La Flèche et conseiller général de la Sarthe

19 avril 2012 : Journée d'analyse : « La crise malienne et ses conséquences en Afrique saharo-sahélienne : analyse, échange d'informations, questions et réponses pour la coopération décentralisée »

La crise malienne, complexe, interpelle et touche directement les acteurs de la coopération décentralisée avec le Mali, mais aussi avec l'ensemble des pays saharo-sahéliens : Mauritanie, Niger, Burkina Faso, Algérie.

Au vu des nombreuses questions posées par les collectivités et associations engagées dans cette zone, Cités Unies France propose aux membres des groupes-pays concernés, une journée d'analyse, jeudi 19 avril 2012, de 10h00 à 16h00, 9 rue Christiani, 75018 Paris.

La journée est organisée en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères et européennes, l'Association des municipalités du Mali, ainsi que plusieurs ONG et témoins.

Nota bene : nombre de places limité à 60 participants.

Inscription préalable obligatoire, payante pour les non-adhérents de Cités Unies France.

Contact : c.koukoui@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS MALI

Réunion du groupe-pays Mali, le jeudi 22 mars 2012

Le groupe-pays Mali s'est réuni le jeudi 22 mars 2012, en présence de près de 80 participants, dans un contexte particulier puisque le Président de la République du Mali venait d'être renversé, quelques heures auparavant, par une junte militaire.

Ce bouleversement, renforcé par l'incertitude sur la situation de plusieurs interlocuteurs et partenaires au Mali, et la fermeture des frontières aériennes et terrestres, a occupé la majeure partie des débats, introduits par Alain Bourgeot, anthropologue, directeur de recherche au CNRS.

D'autres sujets étaient également à l'ordre du jour : la situation alimentaire et nutritionnelle au Mali et au Sahel; la poursuite de la réflexion sur la formation des élus, agents et techniciens, souhaitée par plusieurs membres du groupe-pays à l'issue de la réunion du 21 mai 2011; le rôle possible des jumelages entre radios associatives maliennes et françaises, pour une meilleure communication sur les actions de coopération décentralisée; les prochaines assises de la jeunesse d'origine malienne; réflexion sur l'habitat en milieu rural, avec l'association « La Voûte nubienne ».

Madame Samaké, directrice pédagogique et scientifique du Centre Formation des Collectivités Territoriales (CFCT) est intervenue sur la réflexion de la formation des élus, agents et techniciens maliens.

AVERTISSEMENT SÉCURITÉ AU MALI

Cités Unies France appelle les collectivités, associations, structures et tous les acteurs engagés en coopération décentralisée avec le Mali, à respecter les mesures de sécurité énoncées par l'Etat français, disponibles sur les sites de l'ambassade de France et du ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE).

En concertation avec la Délégation pour l'Action extérieure des collectivités territoriales du MAEE et le Centre de crise du Quai d'Orsay, des éléments de réponse seront apportés aux nombreux questionnements des collectivités territoriales françaises du groupe-pays Mali, dans les meilleurs délais.

ACTUALITÉS AFRIQUE

Burkina - Niger : Les jalons d'une coopération décentralisée Sud-Sud posés à Yako

La Maison des Jeunes et de la culture de Yako, dans la région du nord du Burkina, a été le théâtre d'une rencontre d'échanges entre les maires de la zone et leurs homologues du Niger. Au nombre d'une quarantaine, les élus locaux nigériens sont venus partager leurs expériences avec leurs collègues de la province du Passoré, notamment dans le domaine des services d'eau potable et d'assainissement. San Ablassé Soré, haut commissaire de ladite province, présidait ces échanges.

(Source : lefaso.net)

UEMOA : Création du Conseil des collectivités territoriales, nouvel organe de l'Union économique et monétaire des Etats de l'Afrique de l'Ouest

Du 10 au 13 avril, les Etats membres de l'UEMOA et les associations représentatives des collectivités territoriales procéderont à la « Cérémonie d'installation des membres du Conseil des collectivités territoriales de l'UEMOA ». La création de cet organe au sein de l'organisation sous-régionale, voulu par les collectivités africaines, appuyées par Cités et gouvernements locaux d'Afrique et l'Union européenne, constitue une étape importante de la reconnaissance par les Etats, de la place des autorités locales et régionales.

ACTUALITÉS NIGER

Président du groupe-pays : Stéphane Valli, vice-président de la communauté de communes Faucigny-Glières et adjoint au maire de Bonneville

Conseil des ministres du 21 mars 2012

Le 21 mars, le conseil des ministres, présidé par le Président de la République, Issoufou Mahamadou, a donné son accord pour plusieurs prêts du FAD (Fonds Africain de Développement) qui serviront à financer partiellement différents programmes dont :

- Programme National d'Approvisionnement en Eau Potable et d'Assainissement en Milieu Rural (PNAEPA) dans les régions de Dosso et Tillabéry ;
- Projet de Mobilisation des Eaux pour le Renforcement de la Sécurité Alimentaire dans les Régions de Maradi, Tahoua et Zinder (PMERSA-MTZ) ;
- Projet d'Appui à la Mobilisation des Ressources Internes et à l'amélioration de la Gouvernance Economique et Financière (PAMOGEF).

De plus, conformément à la Déclaration de politique générale du Premier ministre et sur la base des leçons tirées de certains impératifs de développement, le gouvernement a décidé de renouer avec le système de planification à travers la création du ministère du Plan, de l'Aménagement du Territoire et du Développement Communautaire. Cette décision procède de la volonté des autorités de rechercher des solutions appropriées aux dysfonctionnements qui caractérisent la gestion du développement du Niger. Le PICAG ainsi mis en place a pour vocation essentielle de prendre en charge des problèmes urgents et immédiats auxquels doit faire face le pays au cours de la période 2011-2012, de coordonner les actions de développement, de veiller à une utilisation rationnelle des ressources financières et de créer les conditions de préparation du plan de Développement Economique et Social (PDES 2012-2015).

Niamey, capitale de la culture islamique 2012

Niamey sera capitale de la culture islamique 2012. Elle a été retenue par l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture (ISESCO). Cette mise en lumière sera accompagnée par des événements culturels.

SÉNÉGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille, conseillère communautaire de Lille Métropole

La prochaine réunion du groupe-pays Sénégal, le 20 avril 2012

Une réunion du groupe-pays Sénégal aura lieu le 20 avril 2012 dans les locaux de Cités Unies France. L'ordre du jour et les précisions pratiques vous seront communiqués par mail.

ACTUALITES SÉNÉGAL

Élections présidentielles au Sénégal : Macky Sall remplace Abdoulaye Wade à la présidence



(Crédit photo : Jeune Afrique)

Le candidat de la coalition Bennoo Bokk Yaakaar, Macky Sall, a remporté l'élection présidentielle au second tour, avec 65,80 % des suffrages, contre 34,20 %, pour son rival Abdoulaye Wade, selon les résultats provisoires proclamés, mardi après-midi, deux jours après le scrutin, par la Commission nationale de recensement des votes qui siège à la Cour d'appel de Dakar.

Le second tour des élections présidentielles a eu lieu le 25 mars dernier. Malgré les tensions des dernières semaines, Abdoulaye Wade lui-même a acté, dès le soir du scrutin, la victoire de son opposant, ancien premier ministre avec qui les relations n'étaient pas bonnes depuis quelques années. Au premier tour, Macky Sall était arrivé second avec 26 % des voix (et 35 % pour Wade) mais le report des voix des opposants a été important. De nombreuses personnalités sénégalaises et africaines ont réagi le soir même du scrutin et le lendemain, félicitant Sall pour sa victoire, saluant le « fair-play » de Wade, et se réjouissant de voir la démocratie gagner, notamment en ces jours sombres pour le voisin malien.

Quelques jours avant le second tour de l'élection, les cadres du parti de Wade redoutaient encore une « chasse aux sorcières » si Macky Sall gagnait les élections, compte tenu des affaires de corruption et de malversation situées au plus haut niveau de l'Etat. Ce dernier a assuré que ce ne serait pas le cas. Cependant, l'avocat français de l'ONG Transparency International qui a porté plainte contre certains hauts fonctionnaires sénégalais, a annoncé que l'enquête française sur les biens mal acquis pourrait être élargie à Abdoulaye Wade lui-même. Macky Sall, quant à lui, a promis une « meilleure gouvernance ».

(Sources : Le Soleil, APS, L'As, Enquête, Walf Grand Place, Walfadjri, Focus, They, Le Point du Jour)

ACTUALITÉS SAHEL

Situation alimentaire et nutritionnelle

Le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) a organisé du 13 au 15 mars 2012, à Abidjan, la concertation régionale sur la situation alimentaire et nutritionnelle au Sahel et en Afrique de l'Ouest. La réunion est assortie de fortes recommandations afin de prévenir la crise alimentaire et nutritionnelle potentiellement grave au Sahel en 2012. En mars 2012, la quasi totalité des pays du CILSS accusent une baisse de production céréalière variant entre 9 % et 56 % (Gambie) par rapport à 2010. La rencontre a donné lieu à deux recommandations principales :

- soutenir davantage les actions d'atténuation en cours à travers des instruments souples et rapidement mobilisables ;
- briser le cercle vicieux des crises alimentaires et nutritionnelles récurrentes par des mesures de développement de moyen et long terme permettant de renforcer la résilience des populations vulnérables.

Information sur la crise alimentaire 2012 sur le site du CILSS et sur le site d'OCHA-Niger : <http://ochaonline.un.org/Default.aspx?alias=ochaonline.un.org/niger>



(Crédit photo : OCHA-Niger)

Appel à projet : Lutte contre la désertification et conservation des ressources naturelles au Sahel

Lancé par la Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) et financé par le Fonds Français pour l'Environnement Mondial (FFEM).

Dans le cadre du Programme régional de gestion durable des terres et d'adaptation aux changements climatiques au Sahel et en Afrique de l'Ouest (PRGDT), la CILSS lance un appel à projets concernant la mise en place de stratégies et d'actions de développement et de gestion de territoires durables (GDT) en coopération Nord-Sud. Une douzaine de projets pourront être financés de 70 000 euros à 120 000 euros, sur un maximum de trois ans.

Il s'agit, pour les collectivités territoriales du Sud, porteuses des projets retenus et leurs partenaires du Nord, de saisir l'opportunité avec cet appel à projets d'organiser sur leurs territoires la lutte contre la dégradation des ressources naturelles et la récupération des terres dégradées ; il s'agit également pour elles de mettre en place des actions de sauvegarde de l'environnement en coopération et en cofinancement partiel avec leurs partenaires du Nord.

L'appel à projets est disponible au lien suivant : <http://www.cilss.bf/spip.php?article208>. Dépôt des candidatures : avant le 12 juin 2012.

ACTUALITÉS SAHEL

Situation sécuritaire

En juillet 2011, Cités Unies France a organisé une conférence de presse sur les conséquences de l'insécurité au Sahel sur la coopération décentralisée. Était annoncée, la publication prochaine d'un rapport parlementaire, « La situation sécuritaire dans le Sahel africain », produit par les députés et anciens ministres, François Loncle et Henri Plagnol, membres de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale.

Ce rapport est désormais en ligne :

<http://www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i4431.asp>

ACTUALITÉS AFRIQUE

Élections en Guinée-Bissau

L'ex-président bissau-guinéen a annoncé, jeudi 22 mars, qu'il ne comptait pas participer au second tour de l'élection présidentielle qui doit l'opposer au candidat du pouvoir et ex-Premier ministre Carlos Gomes Junior. Kumba Yala conteste comme quatre autres candidats les résultats du premier tour du 18 mars.

Selon les résultats de la Commission Nationale des Elections (CNE), publiés le 21 mars, le candidat du parti au pouvoir arrive en tête avec 48,97 % des voix, suivi par son principal opposant Kumba Yala (23,36 %). Les organisations internationales observatrices du scrutin du premier tour estiment que le scrutin s'est déroulé correctement. Mais la suspicion de fraude demeure.

(Source : Jeuneafrique.com)

GUINÉE CONAKRY : Élections législatives prévues pour le 8 juillet 2012

Le 21 mars 2012, Alhassane Condé, ministre de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, a réaffirmé la tenue des élections législatives le 8 juillet 2012.

Quant à la réforme territoriale et la décentralisation, il répond : « Nous avons défini 32 compétences à transférer vers les collectivités locales pour qu'elles aient davantage de légitimité et de moyens d'agir. La trop grande centralisation est l'un des grands problèmes de la Guinée. Nous sommes conscients de la nécessité de donner du poids aux maires qui doivent être rapidement élus. Nous pourrions organiser les municipales dans la foulée, en octobre ou novembre 2012 ».

(Source : Jeuneafrique.com)

ACTUALITES MAURITANIE

Céréales et semences pour prévenir la faim dans le sud du pays

Nouakchott (Agence Fides) – De nombreuses localités du sud de la Mauritanie, une zone en majorité dédiée à l'agriculture et à l'élevage de bétail, doivent faire face à une crise alimentaire qui risque de dégénérer en famine en l'absence d'intervention.

La saison agricole 2011 s'est conclue sur un déficit de 52% environ par rapport à la production annuelle normale. À cela est venu s'ajouter l'augmentation des prix des denrées alimentaires de base. Dans la région de Gorgol, 29 villages et 3.100 personnes se trouvent dans des situations très précaires.

(Source : www.cridem.org)

Imposante marche de l'opposition mauritanienne à Nouakchott

La Coordination de l'Opposition Démocratique (COD) qui regroupe une bonne partie de l'opposition mauritanienne a organisé, lundi 19 mars à Nouakchott, une imposante marche dans laquelle elle a dénoncé les politiques du président Mohamed Ould Abdel Aziz.

Les manifestants qui ont parcouru, sur un long trajet, le centre de Nouakchott, ont notamment scandé des slogans hostiles au régime de Ould Abdel Aziz, allant jusqu'à demander son départ du pouvoir.

(Source : www.cridem.org)

ACTUALITÉS DE LA FRANCOPHONIE

La Journée internationale de la francophonie, organisée le 20 mars dernier, a rendu hommage aux 220 millions de personnes qui parlent ou apprennent le français dans le monde. Leur nombre est en progression - ils n'étaient que 200 millions en 2007 - grâce au dynamisme du continent africain. En effet, la langue française y demeure la langue de l'enseignement, et la scolarisation progresse.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Bénin, Madagascar, Mauritanie)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Constance Koukou, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Togo)

Courriel : c.koukou@cites-unies-france.org

Sarah de Rekencire, chargée de mission (Niger, Sénégal, programmes concertés)

Courriel : s.derekencire@cites-unies-france.org

MAURITANIE

Président du groupe-pays : Michel Sapin, député-maire d'Argenton-sur-Creuse

Réunion de la cellule d'animation du groupe-pays Mauritanie, le 20 mars 2012

Le mardi 20 mars 2012, une réunion de la cellule d'animation s'est tenue dans les locaux de Cités Unies France. Cela a été l'occasion de revenir sur les récentes missions des collectivités françaises et de leurs associations de jumelages, mais aussi d'évoquer l'actualité en Mauritanie - en particulier la sécurité alimentaire et la question de la sécurité au Sahel. La préparation de la prochaine réunion du groupe-pays Mauritanie a également été évoquée.

Signature d'une convention de coopération entre la Communauté urbaine de Nouakchott et le Conseil régional d'Ile-de-France

Le président de la Communauté Urbaine de Nouakchott (CUN), M. Ahmed Ould Hamza, et le président de la délégation régionale de l'Ile-de-France, M. Roberto Romero, ont signé le 15 mars 2012 à Nouakchott, le troisième programme de coopération entre les deux collectivités. En vertu de cet accord, le Conseil régional d'Ile-de-France financera plusieurs projets pour un montant total de 2,4 million d'euros.

(Source : http://cridem.org/C_Info.php?article=627228)

Nouvelle édition de Cités Unies France ! « Coopération décentralisée et santé en Afrique de l'Ouest et à Madagascar » – mars 2012

Cités Unies France / ACTED

Collection « Référence » - Prix public : 25 euros

Cet ouvrage de plus de 350 pages a pour vocation de présenter une analyse sur un domaine traditionnel de la coopération décentralisée en Afrique de l'Ouest et à Madagascar : la santé. Il s'agit ici, pour la première fois, de préciser les contours de cette coopération et de donner aux collectivités territoriales des repères opérationnels dans ce secteur.

L'objectif de cette étude est de dresser un premier état des lieux des pratiques des collectivités locales françaises dans le secteur de l'appui à la santé. Elle adopte une approche partant du territoire et vise à l'identification des types de projets mis en place de la façon la plus exhaustive possible. Elle porte sur un échantillon de six pays d'Afrique subsaharienne et de Madagascar, zone géographique dans laquelle la coopération décentralisée française est bien établie avec plus de 400 partenariats. Cet échantillon comprend sept pays : le Bénin, le Burkina Faso, Madagascar, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Sénégal.

Les réponses apportées par plus de 100 collectivités, montrent la diversité de ces projets. Cette capitalisation est le fruit d'une coopération entre Cités Unies France et ACTED. Pour lire plus et commander cet ouvrage : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article618>



Amérique latine & Caraïbes

AMÉRIQUE CENTRALE ET CUBA

Présidente du groupe-pays : Chantal Bourvic, conseillère générale déléguée, conseil général du Val-de-Marne

Appel à propositions « autorités locales dans le développement » - El Salvador

Cet appel à propositions s'inscrit dans le programme acteurs non étatiques et autorités locales, dans le volet « un pays » El Salvador des budgets 2011 et 2012.

La date limite de soumission de la note succincte est le **30 avril 2012**.

Les documents peuvent être consultés à cette adresse : <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?do=publi.welcome&PubliList=15&orderby=upd&orderbyad=Desc&searchtype=RS&aofr=1323033>

32^{ème} festival del Caribe à Cuba : la Martinique à l'honneur

Dans le cadre de nombreux projets de coopération décentralisée mis en oeuvre entre la ville de Le Lamentin en Martinique et Santiago de Cuba à Cuba, le 32^{ème} festival del Caribe, accueilli par la ville de Santiago de Cuba du 3 au 9 juillet 2012, sera dédié à la Martinique. La ville de Le Lamentin sera associée à l'organisation de ce festival.

HAÏTI

Président du groupe-pays : Christian Dupuy, maire de Suresnes et vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine

Démission du Premier ministre Garry Conille, le 24 février 2012

Une nouvelle période d'instabilité politique s'ouvre en Haïti. Le Premier ministre Garry Conille a démissionné vendredi 24 février 2012 au matin. Depuis plusieurs semaines, des tensions entre M. Conille et le président Michel Martelly rythmaient la vie politique en Haïti. Le premier gouvernement de la présidence Martelly n'aura tenu que quatre mois. En remettant sa démission, Garry Conille a mis un terme à la difficile collaboration qu'il entretenait avec le chef de l'Etat Michel Martelly.

(Source : <http://www.rfi.fr/ameriques/20120224-haiti-le-premier-ministre-demissionne-sous-pression-president>)

Haïti en reconstruction : Rencontre tripartite Cuba-Venezuela-Haïti positive pour le pays

Le chancelier haïtien Laurent Lamothe, accompagné des responsables haïtiens concernés par la coopération tripartite, a rencontré l'ambassadeur cubain Ricardo Sotero García Nápoles et l'ambassadeur vénézuélien Pedro Antonio Canino Gonzalez pour discuter de projets de coopération tripartite. L'aéroport du Cap-Haïtien a été construit dans le cadre de cette coopération. À noter également l'installation de trois usines électriques au Cap, à Carrefour et aux Gonaïves, et la plantation de 20 millions d'arbres pour lutter contre la déforestation. La question de l'énergie est cruciale pour le pays et représente l'un des axes de la coopération tripartite. Les autres thématiques de cette coopération sont l'éducation, la question sociale, ainsi que la rénovation urbaine.

(Source: <http://s147752339.onlinehome.fr/cubadev/spip.php?breve789>)

CHILI

Président du groupe-pays : Roberto Romero, vice-président du conseil régional d'Ile-de-France

Visite de Jean-Paul Huchon, président de la région Ile-de-France, à Santiago du Chili

Lundi 19 mars 2012, une délégation originaires d'Ile-de-France conduite par le président de la région, Jean-Paul Huchon, s'est rendue à Santiago du Chili. À cette occasion, Jean-Paul Huchon a rencontré le président de la commission internationale du Conseil régional métropolitain de la ville de Santiago, Jaime Fuentealba.

Cette visite a permis de faire le point sur les 17 années de coopération qui lient les deux collectivités. La rencontre avait également pour but la signature de nouveaux accords de coopération pour les trois ans à venir et la tenue du cinquième comité mixte de la coopération décentralisée entre la région métropolitaine de Santiago de Cuba et la région Ile-de-France.

Pour plus d'informations : <http://www.puranoticia.cl/front/contentido/2012/03/18/noticia-32830.php>

ACTUALITÉ HAÏTI

Installation du conseil communal de Port-au-Prince

Après la destitution de Jean-Yves Jason, maire de Port-au-Prince, par le gouvernement de Michel Martelly, un nouveau conseil communal, composé de Gabrielle Hyacinthe, Jean-Marie Descorbett et Junior Gérald Estimé, a été installé le lundi 12 mars par Jean Fritz Jean-Louis, secrétaire d'Etat aux Collectivités territoriales et Georges Racine secrétaire d'Etat de l'Intérieur.

(Source: <http://www.lematinhaiti.com/contenu.php?idtexte=29510>)

ACTUALITÉ AMÉRIQUE LATINE

Examen du rapport d'information sur la présence et les intérêts français en Amérique latine par Jean-Pierre Dufau, président, et Jean-Luc Reitzer, rapporteur

Ce rapport d'information est basé sur la visite de trois pays, le Brésil, l'Équateur et le Chili. Il indique que le gouvernement français semble indifférent et peu impliqué sur le sous-continent malgré un fort intérêt des gouvernants et des peuples latino-américains.

Pour plus d'informations: <http://www.assemblee-nationale.fr/13/cr-cafe/11-12/c1112038.asp>

BRESIL

Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Le Brésil et la coopération technique décentralisée Sud-Sud

La stratégie de la coopération technique brésilienne est basée sur le renforcement institutionnel de ses partenaires car il s'agit là d'une condition essentielle pour que le transfert et l'absorption des connaissances soient plus efficaces. La coopération technique internationale décentralisée concerne les actions internationales menées par les gouvernements des états et des municipalités du Brésil.

L'idée de soutenir les initiatives de coopération internationale des entités fédérées avec des fonds fédéraux a pris de l'ampleur après la publication du protocole trilatéral Brésil-France-Pays d'Afrique et Haïti en 2011. Le gouvernement fédéral brésilien a lancé le programme de coopération technique décentralisée sud-sud, le 29 février dernier à Brasilia, sous l'initiative du partenariat entre le Secrétariat aux Relations Institutionnelles (SRI), le Secrétariat des Affaires Fédératives (SAF) et l'Agence Brésilienne de Coopération (ABC).

Son objectif est d'encourager les municipalités et les états brésiliens à développer des projets de coopération internationale dans les pays en voie de développement dans des domaines variés.

Le budget total du programme est de 2 millions de dollars pour deux ans.

Chaque projet aura un délai maximum d'un an et pourra bénéficier d'une enveloppe maximale de 200 000 dollars.

Pour plus d'informations : <http://www4.platano.gov.br/saf-projects>

ACTUALITÉ ÉQUATEUR

L'initiative Yasuní ITT

L'initiative Yasuní ITT a été lancée en 2007. Le gouvernement de l'Équateur s'est engagé à ne pas exploiter le pétrole dans les gisements d'Ishpingo, Tiputini et Tambococho (ITT) du parc national Yasuní. Cette réserve de biosphère recense 20% des réserves de pétrole de l'Équateur.

En échange, le pays a proposé à la communauté internationale de contribuer à hauteur de 3,6 milliards de dollars sur une période de 13 ans, ce qui équivaut à 50% des recettes que percevrait le gouvernement équatorien s'il exploitait les réserves pétrolières. Les objectifs de cette initiative sont la diminution des gaz à effet de serre, le passage à une économie post-pétrolière, la protection de la biodiversité, la lutte contre la déforestation et la pauvreté, le respect des droits des peuples.

Un fonds fiduciaire, administré par le PNUD, a été créé en août 2010. Les contributions à ce fonds peuvent provenir des États, des organisations internationales, des organisations non-gouvernementales, des entreprises à responsabilité sociale et environnementale, et des citoyens du monde. En échange de ces contributions l'État équatorien s'engage à maintenir indéfiniment les réserves pétrolières ITT enfouies. Si le pays venait à exploiter ces réserves, les contributions seraient rendues sous forme d'investissements.

Le soutien de la France, des collectivités françaises et des ONG à l'initiative Yasuní s'est traduit, par l'approbation du gouvernement français à la création du fonds fiduciaire en 2010, et par les apports versés à ce fonds de la part du conseil régional de Rhône-Alpes, du Nord-pas-de-Calais, d'Ile de France, du Limousin, et du conseil général de Meurthe-et-Moselle en 2011. Puis, en septembre 2011, l'association « Viva Yasuní » a été créée. Son siège social est situé au Conseil Général de Meurthe-et-Moselle. L'objet de l'association est de permettre à l'opinion publique française, aux associations et aux collectivités de connaître l'initiative Yasuní, de la promouvoir et de s'y associer en mobilisant un maximum de soutiens financiers. Elle vise également à faire en sorte que les objectifs de l'initiative Yasuní, à savoir la promotion d'un nouveau modèle de développement participatif basé sur un changement de matrice énergétique afin de construire une économie post-pétrolière, soient repris et transposés dans les projets portés en France.

Pour de plus amples informations : Émilie Wolff, emilie.wolff@cg65.fr
Site dédié à l'initiative : www.yasuni-itt.gob.ec



Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission
(Amérique centrale et Cuba, Argentine, Brésil, Haïti)

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Chili, Mexique)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

JAPON

Président du groupe-pays : Jean-Michel BERLEMONT, adjoint au maire de Nancy délégué aux relations européennes, internationales et transfrontalières

Quatrième réunion du comité de pilotage français des Troisièmes Rencontres franco-japonaises (27-31 août 2012 à Chartres), le 21 mars 2012, à Cités Unies France

La quatrième réunion du comité de pilotage français a eu lieu le 21 mars 2012, dans les locaux de Cités Unies France. Cette réunion a fait le point sur le programme des rencontres à Chartres, la participation des collectivités françaises et leur choix d'ateliers. À ce jour, 18 collectivités françaises et 17 collectivités japonaises ont confirmé leur participation. Toutes les collectivités françaises qui souhaitent participer et/ou intervenir lors des Troisièmes Rencontres sont priées de confirmer leur participation dès que possible. Sur le site Internet de Cités Unies France, à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1179>, se trouvent toutes les informations importantes concernant la préparation des Troisièmes Rencontres.

Fonds de solidarité pour le Japon de Cités Unies France

Cités Unies France tient à remercier sincèrement les collectivités ayant déjà abondé ce compte bancaire spécial « Collectivités territoriales – Séisme Japon ». L'argent est destiné aux collectivités japonaises sinistrées et est distribué en collaboration avec le Centre japonais des collectivités locales (CLAIR). Le premier versement a été effectué, courant mars dernier, à sept collectivités japonaises (Watari, Ishinomaki, Koriyama, Iwaki, Minamisoma, Kawauchi et Iitate mura). Pour plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1228>

Projet « Villa Kujoyama » (Kyoto) : une résidence prestigieuse pour renforcer les relations franco-japonaises

Inaugurée en 1992, la Villa Kujoyama a pour objectif d'accueillir, pour une durée de 4 à 6 mois, des créateurs et des chercheurs confirmés souhaitant développer un projet et établir des contacts professionnels au Japon.

La Villa Kujoyama est un lieu hautement symbolique de la relation diplomatique franco-japonaise. Elle est aujourd'hui considérée comme l'une des plus prestigieuses résidences françaises d'artistes ainsi qu'un outil d'influence unique en son genre au sein du dispositif du ministère des Affaires étrangères et européennes.

À l'occasion de son vingtième anniversaire et à l'aube de la création de l'Institut Français du Japon, un modèle culturel et économique a été proposé par l'Association des Centres Culturels de Rencontre (ACCR). Ce modèle a reçu le soutien de Cités Unies France. Il permettra à la villa d'explorer et de réaliser son potentiel. En ouvrant ses portes à des artistes japonais et européens, elle favorisera l'échange, la rencontre et le métissage des cultures. La mission culturelle sera menée au travers de partenariats choisis pour permettre à des artistes français de venir en résidence au Japon et à des artistes japonais de venir en France.

Le projet « Villa Kujoyama » mettra en œuvre des programmes associant les acteurs publics et privés, la France et le Japon, les collectivités territoriales françaises et les partenaires européens.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Chine, Inde)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

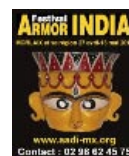
Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

INDE

Président du groupe-pays Inde: Claudy Lebreton, président du Conseil général des Côtes d'Armor, président de l'Assemblée des Départements de France

Annulation de la prochaine réunion du groupe-pays Inde

Pour cause de changement dans l'agenda du président du groupe-pays Inde, la prochaine réunion du groupe qui devait avoir lieu le 11 avril prochain est reportée à une date ultérieure. La nouvelle date sera communiquée dans les jours qui viennent sur la page internet dédiée : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique65> et par courriel pour les membres du groupe.



Festival Armor India 2012 : Morlaix et sa région 28 avril-13 mai

Pour sa sixième édition, le festival Armor India mettra de nouveau l'art et la culture

indienne à l'honneur. Cette année, l'accent sera mis sur certaines mixités culturelles, dans des spectacles rares, innovants ou de création.

Vous retrouverez le programme complet sur le site Internet de Cités Unies France à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique65>

Plus d'informations au 02 98 62 45 75, sur : www.aadiGmx.org, ou <http://www.facebook.com/armorindia>

CHINE

Président du groupe-pays : Bernard Soulage, vice-président du conseil régional Rhône Alpes en charge des relations internationales et européennes

Première réunion géographique sur le Sichuan, le 10 avril 2012

Les collectivités territoriales françaises engagées en coopération décentralisée dans le Sichuan sont invitées à participer à une réunion spécialement dédiée à cette province chinoise pour mutualiser les expériences et trouver des synergies à mettre en place. Cette réunion débutera à 15h dans les locaux de l'ARF au 282, boulevard Saint Germain, à Paris.

ACTUALITE BALKANS



Le Courrier des Balkans
Le portail francophone des Balkans

LA REVUE DE PRESSE DU COURRIER DES BALKANS : <http://balkans.courriers.info>

Macédoine : l'engrenage de la violence et des provocations

Depuis le début de l'année, les incidents se multiplient en Macédoine : agressions verbales et physiques, autobus caillassés, etc. Les appels au calme ne sont pas entendus, mais qui trouve donc intérêt à ce nouvel engrenage de la violence ?, la question mérite d'être posée. C'est un phénomène nouveau : depuis plusieurs semaines, ces violences « interethniques » se généralisent dans les villes, et les institutions semblent incapables d'enrayer le phénomène.

Serbie : élections générales le 6 mai 2012

Comme prévu, le Président Boris Tadic a annoncé mardi 13 mars la tenue d'élections législatives pour le 6 mai, suivi quelques heures plus tard par la désignation de la présidente du Parlement, Slavica Djukic-Dejanovic, pour les municipales. S'appuyant sur la Constitution, Belgrade a décidé d'organiser des scrutins municipaux au Kosovo, et prend donc le risque de s'attirer les foudres de Bruxelles et de Pristina. Dernière inconnue : la date de la présidentielle qui sera annoncée au plus tard le 7 avril.

Catholiques en Bosnie-Herzégovine : une communauté en voie de disparition ?

La communauté catholique de Bosnie-Herzégovine est-elle menacée de disparition ? Le nombre des catholiques - et des Croates - est effectivement en chute libre dans le pays. Fin janvier, la Conférence épiscopale a lancé un appel au secours, relayé par le pape Benoît XVI. Pourtant, les catholiques sont-ils victimes de discriminations particulières ? Rien n'est moins sûr, leur situation actuelle n'étant que le reflet des contradictions de la Bosnie post-Dayton.

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission
(Arménie, Serbie, Europe du Sud-Est)

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)

RUSSIE

La 4^{ème} Rencontre franco-russe de la coopération décentralisée, à Nice, en décembre 2012 : la première réunion du comité de pilotage français, le 4 avril 2012, à Paris

L'année 2012 sera marquée par la « Saison France-Russie : Langues et littératures ». À cette occasion, plus de 70 manifestations seront organisées dans les deux pays pour célébrer et développer les liens culturels et les échanges intellectuels, littéraires et linguistiques.

Deux ans après la 3^{ème} Rencontre accueillie par la Ville de Strasbourg, centrée sur le thème de l'« Innovation », la 4^{ème} Rencontre de la coopération décentralisée franco-russe sera organisée par la Métropole Nice Côte d'Azur - Ville de Nice, en décembre 2012, sous l'égide du ministère des Affaires étrangères et européennes.

Au-delà de la volonté d'étendre la coopération décentralisée entre la France et la Russie à de nouvelles collectivités, il s'agira d'approfondir les relations existantes. Cités Unies France s'associe à l'organisation de cet événement et invite les collectivités territoriales à y participer.

La première réunion du comité de pilotage français de cette Rencontre, présidée par Docteur Agnès Rampal, adjoint au maire de Nice délégué à l'Enseignement Supérieur, a eu lieu le 4 avril 2012, de 13h00 à 15h00, dans les locaux de l'Association des Maires de France (AMF). Le compte rendu de cette réunion sera mis en ligne prochainement sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1503>.

La deuxième réunion du comité de pilotage sera organisée lors du Forum de l'action internationale des collectivités territoriales, qui aura lieu les 2 et 3 juillet 2012, au Palais de Congrès de Paris.

Réactualisation du « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russes » prévue pour avril 2012

La première édition du « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russes » de Cités Unies France est parue en novembre 2010, en vue de la troisième Rencontre des collectivités territoriales franco-russes qui s'est déroulée à Strasbourg, les 26 et 27 novembre 2010. Ce répertoire doit être actualisé le plus régulièrement possible.

Ainsi, afin de mieux connaître les actions menées par votre collectivité territoriale dans ce pays, nous vous prions de bien vouloir compléter la fiche de capitalisation qui figure sur le site de Cités Unies France à l'adresse suivante :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1103>



Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Méditerranée

LIBAN

Président du groupe pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

Réunion du comité de pilotage du programme concerté Liban

La dernière réunion du comité de pilotage a eu lieu le 7 mars 2012, dans les locaux de Cités Unies France. Après un point global sur le programme concerté au Liban (la situation financière et comptable ainsi que ses réalisations passées et futures), la réunion a permis d'avancer sur l'organisation du séminaire qui se tiendra les **31 mai et le 1^{er} juin 2012, à Beyrouth**.

Enfin, une note de concept des assises, qui se tiendront finalement les **1^{er} et 2 octobre 2012, au Grand Sérail** (siège du gouvernement), a été présentée par le Bureau Technique des Villes Libanaises (BTVL).

Nouvelles décisions sur le pétrole et le droit à la nationalité au Liban

Le gouvernement s'est réuni le 22 mars pour examiner et prendre deux décisions importantes ; l'une concernant la formation d'un comité de gestion du secteur du pétrole pour pouvoir avancer sur la prospective pétrolière et l'autre concernant le droit d'une Libanaise mariée à un étranger d'accorder sa nationalité à ses enfants.

(Source : L'Orient le jour)

La France réduit ses effectifs militaires dans la Finul

La réduction de l'engagement de la France dans la Finul (Force intérimaire des Nations unies pour le Liban) de 1300 à 900 casques bleus, s'inscrit dans la nouvelle « revue stratégique » de l'ONU.

(Source : Le Monde)

ALGÉRIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, conseiller délégué aux affaires méditerranéennes à la mairie de Gières

Table ronde du Programme Concerté Pluri-Acteurs (PCPA)

Une rencontre s'est tenue à Bordeaux le 23 mars 2012. Elle a été l'occasion pour huit acteurs associatifs français et algériens d'exposer leur point de vue sur les projets mis en œuvre pour l'enfance et la jeunesse des deux pays. La prochaine table ronde aura lieu le 29 juin à Nanterre.

ISRAËL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

Délégation israélienne à Paris, le 4 juin 2012

Les Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne, qui se sont tenues à Haïfa, en octobre dernier, ont encouragé les partenaires à poursuivre leurs efforts. Une délégation israélienne, mandatée par l'ULAI (Union des Autorités Locales d'Israël), sera à Paris le 4 juin 2012, pour travailler avec le groupe-pays Israël sur quatre thèmes : tourisme, jeunesse, sport et culture, et, sécurité civile.

TUNISIE

Président du groupe pays : Henri Bertholet, maire de Romans sur Isère

Réunion du groupe-pays Tunisie

La dernière réunion du groupe-pays Tunisie a eu lieu le 13 mars 2012 dans les locaux de Cités Unies France. La réunion a permis, après un point sur la situation politique de la Tunisie, de faire un tour d'horizon sur les projets portés par les collectivités et leurs associations en Tunisie. Une attention particulière a été donnée à la préparation des Rencontres de la coopération décentralisée franco-tunisiennes qui se tiendront à l'automne 2012. Un draft de note de cadrage pour ces Rencontres a pu être élaboré à l'issue de la réunion, il est téléchargeable, avec le compte-rendu de la réunion, à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1474>

Séminaire de l'AIRF : « Décentralisation et gouvernance », du 15 au 18 mai 2012, à Tunis

L'Association Internationale des Régions Francophones (AIRF), en partenariat avec la Région Rhône Alpes et avec l'appui du ministère de l'Intérieur et le gouvernorat de Tunis, organise à Tunis un séminaire intitulé "Décentralisation et gouvernance", du 15 au 18 mai 2012.

Principalement destiné aux membres de l'AIRF (les régions francophones), le séminaire sera toutefois ouvert à quelques membres du groupe-pays Tunisie (sur demande auprès de CUF).

Le programme prévisionnel de la manifestation sera prochainement téléchargeable sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1507>

56^{ème} anniversaire de l'indépendance en Tunisie : le peuple manifeste pour ses libertés

La Tunisie a fêté le 20 mars dernier, le 56^{ème} anniversaire de son indépendance dans un climat de tensions politiques. Le débat sur l'identité et la place de la religion dans la future Constitution du pays est à l'origine de ces tensions. Les manifestants réclament un État civilisé séculaire où les slogans de la révolution « travail, liberté, dignité » pourront finalement trouver une place. À cette occasion, l'Assemblée constituante a publié une déclaration notant le caractère particulier de cette célébration. Elle souligne une nouvelle fois son engagement dans la rédaction de la nouvelle Constitution et dans la transition démocratique.

(Source : Jeune Afrique)

Méditerranée

ACTUALITÉS PALESTINE

Rencontre croisée à l'Institut de Recherche sur la Méditerranée et le Moyen-Orient « Au-delà du conflit israélo-palestinien, deux sociétés en mouvement »

L'Institut de Recherche et d'Études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient a accueilli, le mardi 3 avril, une rencontre croisée intitulée « Au-delà du conflit israélo-palestinien, deux sociétés en mouvement ». Edwy Plenel a animé les échanges entre Benjamin Barthe, Dominique Vidal et Michel Warschawski.

Déclaration du porte-parole du ministère des Affaires étrangères et européennes : Israël - territoires palestiniens - avant-poste de Migron

« La France condamne l'accord conclu entre le gouvernement israélien et les colons de l'avant-poste de Migron, en Cisjordanie, en vue de reloger ces derniers dans une colonie voisine. Cet accord, qui prétend 'légaliser' un fait accompli illégal, constitue un précédent inacceptable. Alors qu'Israël s'était engagé, au titre de la Feuille de route, à démanteler tous les avant-postes, cette décision envoie un signal négatif, en contradiction avec la volonté affichée d'Israël de parvenir à la solution des deux États. Elle ne peut que compliquer encore la reprise du processus politique, alors même que tout devrait être fait pour restaurer la confiance. »

ACTUALITÉS PROCHE-ORIENT

Israël quitte le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies suite aux résolutions prises le 22 mars 2012

Le Conseil a adopté cinq résolutions sur la situation des Droits de l'Homme en Palestine. Il a décidé d'envoyer une mission internationale indépendante d'établissement des faits afin d'étudier les effets des colonies de peuplement israéliennes sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des palestiniens, dans les Territoires et à Jérusalem-Est.

Popur plus d'informations :

<http://www.ohchr.org/fr/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=12004&LangID=F>

PALESTINE

Président du Réseau de coopération décentralisée pour la Palestine : Claude Nicolet, conseiller communautaire, communauté urbaine de Dunkerque

Nouveaux membres et nouvelles perspectives de travail

Depuis le début de l'année, le RCDP compte trois nouveaux membres : la région Île-de-France, le conseil général de la Loire-Atlantique et la ville de Montreuil. L'assemblée générale extraordinaire du 7 mars 2012 a modifié les statuts, faisant passer le nombre de vice-présidents de trois à cinq avec l'élection des villes de Belfort et Montreuil. Prochainement, une réunion sera organisée pour discuter des perspectives de travail avec Jérusalem-est, suite aux propositions faites par M. de Raincourt lors des troisièmes Assises de la coopération décentralisée franco-palestinienne.

Le projet « Dunkerque+10 », qui insiste sur la nécessité de s'ouvrir aux partenaires européens, cherche à favoriser la coopération entre les collectivités territoriales israéliennes et palestiniennes. Un comité de pilotage, auquel les membres du RCDP seront invités, sera établi rapidement pour entamer les travaux.



Village arabe Nabi Samuel, Jérusalem-est, ZONE C
(Crédit photo : Simone Giovetti)

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPP)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Linda Naili, chargée de mission (Algérie)

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Virginie Rouquette, chargée de mission (Liban, Tunisie, Maroc)

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Astrid Frey, chargée de mission (Turquie)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Présidente du groupe thématique : Hélène Vincent, adjointe au maire de Grenoble, en charge de la jeunesse

Organisation du débat « Passerelles euro-méditerranéennes » à la ville de Nanterre, le 12 avril 2012

La ville de Nanterre organise chaque année, depuis 2006, un festival intitulé la Semaine des Offensives Utiles et Festives - semaine de OUF, piloté par le service de l'action jeunesse en association avec les jeunes de Nanterre. Ce festival est destiné à valoriser les différentes formes d'expression des jeunes de Nanterre. Pour cette édition 2012, il est envisagé de réfléchir aux résonances des mobilisations méditerranéennes pour les jeunes nanterriens et aux passerelles pouvant se construire de part et d'autre de la Méditerranée. Parallèlement à des actions ludiques et artistiques (théâtre, ateliers de réalisations audiovisuelles, danse...), la ville a décidé d'organiser un temps de débat et d'échanges sur le thème suivant : « la liberté d'expression et les passerelles euro-méditerranéennes ».

Plus d'informations sur le site : <http://www.nanterre.fr/Envies/Culture/Sortir/Concerts/La+semaine+de+Ouf-5eme+édition.htm>

Lancement de l'initiative « Campus Coopératives », première école internationale d'été dédiée à l'entrepreneuriat coopératif en France

L'Union régionale des Sociétés Coopératives et Participatives (SCOP) Poitou-Charentes est à l'initiative de la première école internationale dédiée à l'entrepreneuriat coopératif en France : « Campus Coopératives ». Campus Coopératives accueillera du 2 au 4 juillet prochain, au sein de l'université de Poitiers, 30 jeunes âgés de 18 à 35 ans quels que soient leurs statuts : étudiant, demandeur d'emploi, salarié, en parcours de création d'entreprise, ou autres. Le dossier de candidature est téléchargeable sur www.campuscooperatives.coop, avant le 31 mai 2012.

Lancement de l'appel à propositions Action 3.2 du programme européen « Jeunesse en action » - coopération avec des pays autres que les pays partenaires voisins de l'Union européenne

La date limite de l'appel à propositions- Action 3.2 du programme européen « Jeunesse en action » est fixée au 15 mai 2012. Pour rappel, cet appel à propositions a pour objet de soutenir des projets de promotion de la coopération dans le secteur de la jeunesse entre les pays du programme et les pays partenaires autres que les pays voisins de l'Union européenne.

Il s'adresse aux organisations travaillant dans le domaine de la jeunesse et souhaitant gérer des projets qui favorisent la coopération dans ce domaine et impliquent des travailleurs socio-éducatifs et des animateurs de jeunesse, les jeunes eux-mêmes et d'autres acteurs des mouvements et structures de jeunesse. La date limite de soumission des candidatures est fixée au 15 mai 2012. Les projets doivent débiter entre le 1er septembre et le 31 décembre 2012, pour une durée de 6 à 12 mois maximum.

Pour en savoir plus : http://eacea.ec.europa.eu/youth/funding/2012/call_action_3_2_fr.php

Pour plus d'informations :

Linda Naili, chargée de mission Jeunesse
Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Lancement du troisième appel à initiatives du dispositif FAIVE-Fonds d'Appui aux Initiatives de Valorisation des Engagements de VIES (volontariat international d'échange et de solidarité)

Par la création du dispositif FAIVE, France Volontaires souhaite accompagner en France les structures associatives qui contribuent à donner plus de visibilité et de reconnaissance aux différentes formes de volontariat à l'international.

L'appel à initiatives, sous forme d'appui financier, accompagne les structures associatives en matière de valorisation des engagements de volontariats VSI et VEC.

Les priorités pour l'appel à initiatives 2012 sont les suivantes : la dimension collective des initiatives, les initiatives produisant de la mixité dans le champ du VIES, les initiatives touchant un public peu ou pas informé sur le volontariat, les initiatives produisant des outils, supports transférables à d'autres, et enfin, les actions innovantes

Toutes les informations sur le site : <http://www.france-volontaires.org/Le-dispositif-FAIVE.html>

Regroupement national des initiatives de jeunes : « Une idée, un projet, des actions... », du 27 au 29 avril 2012, à Paris

Le programme européen « Jeunesse en action » vise le développement de la participation active de jeunes à la vie de la cité. Ce programme apporte un soutien financier à leur créativité et leur capacité à proposer des alternatives mises en œuvre au niveau local, régional et européen. Pour cela, l'Union européenne offre un soutien à travers une action : l'action 1.2 « Initiative de jeunes nationale ou transnationale ».

Les objectifs sont les suivants :

- rencontrer d'autres jeunes porteurs de projets et échanger sur ses pratiques ;
- apporter une formation aux porteurs de projet potentiels et aux bénéficiaires ;
- valoriser les projets des jeunes lors d'un temps fort en soirée, festif, médiatisé et public.

Le profil des participants :

- les jeunes de 15-30 ans, même au stade de l'idée d'un projet ;
- les bénéficiaires d'une subvention ;
- les animateurs accompagnés de préférence de leurs jeunes.

La date limite de candidature est fixée au 2 avril 2012 à minuit. La formation est prévue au FIAP Jean Monnet.

Pour vous inscrire : <http://www.salto-youth.net/mySALTO/applicationonline/958/>

Tourisme responsable

Réunion PFCTR : une programmation dense - Balkans et Madagascar

Dans un contexte de changement de présidence au sein de la Plate-forme Coopération et Tourisme Responsable (PFCTR), la réflexion « multi acteurs » reste une priorité.

Lors de la réunion dédiée aux Balkans (le 9 mars dernier, au siège de CUF), trois dimensions importantes sont apparues dans l'approche de la réflexion de la structuration du tourisme dans les Balkans occidentaux :

- la nécessité de la définition d'une stratégie nationale dans une perspective de cohérence et complémentarité régionale ;
- la construction d'une vision économique du tourisme. La transversalité du tourisme lui fait prendre de nombreuses formes, qui sont autant de filières et de pistes à exploitées et génératrices de retombées locales, si elles font l'objet de formations ;
- la nécessité de concevoir des programmes/ parcours touristiques régionales incluant plusieurs pays.

Le compte-rendu sera prochainement disponible ainsi que des informations relatives au colloque sur le tourisme de plein air à Tétovo (Macédoine).

La réunion Plate-forme dédiée à Madagascar (le 27 mars) a fait l'objet d'une forte participation grâce à sa tenue dans la continuité d'une réunion du groupe-pays Madagascar de Cités Unies France, le matin même. Une grande interaction entre les projets des collectivités et des acteurs institutionnels a permis des débats riches et la complémentarité des acteurs. Introduite de manière brillante par le professeur Jean-Aimé Rakotoarisoa, cette réunion a soulevé la dimension interculturelle comme un acquis incontournable. Patience, compréhension des valeurs et des systèmes décisionnels, mais surtout la possibilité pour les acteurs locaux malgaches de s'appropriier les démarches et de s'investir de ces pratiques, ce sont les éléments nécessaires pour concrétiser les actions qui ont été présentées lors de cette réunion.

Le prochain rendez-vous aura lieu le 11 avril 2012, à partir de 9h30, dans les locaux de Cités Unies France, pour une réunion ouverte sur le Maroc. Pour plus d'informations sur les inscriptions, merci de consulter le site participatif de la Plate-forme : www.cooperation-tourisme.org.

Présidente du groupe thématique : Maryvonne Blondin, sénatrice, conseillère générale du Finistère déléguée à la coopération décentralisée et à la langue bretonne

Premières rencontres internationales du réseau « Accueil Paysan », du 30 mars au 14 avril 2012

« Accueil Paysan » est né en 1987, dans l'Isère, sur la volonté de paysans de vivre au pays. Ils ont mis en œuvre une diversification de leur activité agricole par l'accueil de touristes, dans le souci de transmettre leur savoir-faire paysan et surtout de créer des liens humains. Aujourd'hui, le réseau « Accueil Paysan » est présent dans 85 départements en France et a obtenu la reconnaissance de son label par les pouvoirs publics. Sa particularité la plus étonnante est sa dimension internationale, avec un développement exponentiel, qui se traduit par une présence dans trente pays, et plus d'une dizaine de pays en attente de la visite des responsables d'« Accueil Paysan ».

La Fédération nationale est engagée et reconnue pour ses pratiques dans le tourisme social et solidaire, ce qui lui vaut de participer au groupe thématique Tourisme de Cités Unies France, et à la Plate-forme coopération et tourisme responsable. Cette compétence lui est reconnue dans le secteur d'activité du tourisme solidaire par de nombreuses collectivités territoriales, soucieuses d'un développement durable.

La fédération s'est engagée à organiser au printemps 2012 les premières Rencontres Internationales, du 30 mars au 14 avril 2012, qui réuniront une délégation des adhérents « Accueil Paysan » de chaque pays et des représentants « Accueil Paysan » français, soit environ 29 pays. Après un accueil à Paris par l'association « Accueil Banlieues », les délégations partiront pour une semaine vers les régions afin de saisir la réalité paysanne et rurale française.

Le séjour des délégations se terminera par la tenue d'un séminaire près de Grenoble (à St-Ismier) avec la participation de chercheurs et d'universitaires, ainsi que de nos partenaires, pour réfléchir à une structuration internationale.

Salon Destinations Nature : des produits touristiques accompagnés par l'expertise coopération décentralisée

Porte de Versailles, du 30 mars au 1^{er} avril, dans le cadre du Salon Destinations Nature, a été présenté un stand Kosovo – Macédoine. Cette action promotionnelle binationale est coorganisé par le conseil général des Hautes-Alpes qui agit pour le développement touristique dans les Balkans par le renforcement des compétences et la reconnaissance des métiers liés à l'encadrement professionnel des activités de pleine nature.

Coopération internationale en Région Centre

Une réunion du groupe Tourisme équitable et solidaire du réseau Centraider (Coopération et solidarité internationale en région Centre) est prévue le 13 avril 2012, à Blois, de 9h30 à 17h00. Ce temps d'échanges est ouvert à l'ensemble des projets de tourisme équitable et solidaire, ainsi qu'à toute personne intéressée par cette thématique.

Au programme de cette journée :

- état des lieux du secteur du tourisme solidaire aujourd'hui ;
- rappel sur la législation actuelle s'appliquant aux organisateurs de voyages ;
- voyages vers les zones à risques et sécurité des voyageurs ;
- témoignages de porteurs de projets de la Région Centre.

Toutes les informations sont disponibles sur le site : www.centraider.org

Pour plus d'informations :

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

Thématiques

EAU ET ASSAINISSEMENT

Bilan du 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau

Cités Unies France, ses collectivités adhérentes et ses partenaires, artisans de la reconnaissance du rôle essentiel joué par les autorités locales et régionales pour l'accès universel à l'eau et à l'assainissement. Près de 400 représentants d'autorités locales et régionales de plus de 50 nationalités différentes étaient présents à Marseille pour le 6^{ème} Forum Mondial de l'Eau qui s'est tenu à Marseille entre le 12 et le 17 mars 2012.

Le message politique des autorités locales et régionales a salué la déclaration ministérielle qui reconnaît pour la première fois le rôle essentiel qu'elles jouent dans la gestion de la ressource, le principe de subsidiarité et le nécessaire renforcement de leurs capacités pour assumer ces compétences. Le manifeste des parlementaires reconnaît également cette réalité.

La déclaration reconnaît aussi la distinction entre l'autorité publique locale (rôle politique) et l'opérateur (rôle technique et opérationnel). Cités Unies France et ses adhérents ont bénéficié d'une grande visibilité au Forum Mondial de l'Eau.

Le président de Cités Unies France, Michel Delebarre, est intervenu à l'**Assemblée Générale de la 3^{ème} Conférence des autorités locales et régionales**, le moment le plus politique des deux journées dédiées aux autorités locales et régionales, au cours de laquelle a été adopté le « message politique des autorités locales et régionales ».

CUF a contribué à la **valorisation du programme tripartite**, porté par plusieurs collectivités françaises et burkinabè, en proposant l'intervention de M. Raynaud de la ville de Châtellerauld et de M. Zouré de la ville de Garango au Burkina Faso, dans la session officielle du Forum intitulée « Gouvernance des services d'eau et d'assainissement ».

Aux côtés du pS-Eau, de l'AMGVF, de l'AMF, de l'AIMF, et de l'AFCCRE, Cités Unies France a également contribué à l'organisation d'un **side-event intitulé « 1% solidaire pour l'eau - Collectivités locales votre action compte ! »**, au cours duquel M. Delebarre a délivré un message conclusif.

En étroite collaboration avec l'AMGVF, l'AMF, l'AFCCRE, et l'ACUF, une **conférence de presse** a été organisée pour donner la parole aux principaux Présidents des associations françaises de collectivités territoriales.

Un autre temps fort de la manifestation fut, sur l'Es-space France, la « **Rencontre avec les représentants du Forum Alternatif Mondial de l'Eau** », organisée à l'initiative de l'AMGVF et l'ACUF et animée par Mme. Lange, adjointe au maire de Toulouse. Cette rencontre a permis à des représentants du Forum Alternatif d'échanger avec des élus locaux, notamment M. Delebarre, M. Bégorre, M. Cohen, M. Flajolet, député-maire de Saint-Venant (Pas-de-Calais) coordinateur du processus parlementaire du 6^{ème} Forum, M. Lannuzel, et Mme Le Strat, adjointe au maire de Paris.

De même, CUF était présent sur le Forum Alternatif Mondial de l'Eau, notamment à la table ronde dédiée à la coopération décentralisée. M. Zoutu, vice-président de la communauté d'agglomérations Seine Eure, et M. Magalhaes, élu de la ville de Cherbourg-Octeville y ont pu s'exprimer pour leur collectivité et au nom de CUF.

Un stand commun à CUF, l'AMF, l'AMGVF et au CG Hérault a permis aux représentants des collectivités présents sur le Forum d'être accueillis et renseignés au cours de la semaine, sur l'espace France organisé par M. Bégorre, président du Partenariat Français pour l'Eau.

Pour plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique32>



MARSEILLE, FRANCE '12

Les collectivités de Provence-Alpes-Côte d'Azur s'engagent dans la solidarité internationale lors d'une matinée de travail le 19 avril prochain à Manosque

Dans la continuité des forums de l'eau, l'Agence régionale pour l'environnement et l'écodéveloppement souhaite, lors d'une matinée le 19 avril prochain, sensibiliser les collectivités à la coopération internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, en les guidant et en leur montrant la réciprocity des actions menées.

Comment les collectivités peuvent-elles, à leur échelon, aider à résoudre les problèmes liés à l'eau dans le monde? Quels sont les atouts et intérêts pour les collectivités de s'engager dans ces démarches de coopération ?

Pour plus d'informations, contacter Sylvie Toubas au 04 42 90 90 88 courriel : s.toubas@arpe-paca.org

Thématiques

CGLU, le réseau mondial des pouvoirs locaux, au service de la reconnaissance des autorités locales et régionales à l'occasion de la conférence des Nations Unies sur le développement durable, Rio+20

Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) organise, le 18 juin 2012, à Rio de Janeiro (à l'occasion de la conférence des Nations Unies sur le développement durable Rio+20) son bureau exécutif. La journée sera consacrée aux autorités locales et régionales (17 juin) qui se déroulera pendant les quatre jours dédiés à la société civile et aux autorités locales et régionales (16-19 juin). Ces quatre jours, organisés par le Brésil en collaboration avec le secrétariat de Rio+20, structurera le dialogue entre organisations de la société civile sur des thématiques définies (sécurité alimentaire et agriculture durable, villes durables, énergies durables, accès à l'eau et à l'assainissement, emplois verts, économie bleue et océans, biodiversité...). Les conclusions de ces débats seront portées devant les Etats à la Conférence.

Pour participer à la conférence du 20 au 22 juin, une accréditation spéciale est nécessaire. Les acteurs non étatiques auront un accès très limité à la conférence. Les autorités locales et régionales intéressées à participer activement à la conférence sont encouragées à demander à leurs gouvernements nationaux d'être intégrées aux délégations nationales.

CGLU propose un formulaire d'inscription en ligne pour participer à la conférence Rio+20 et aux journées préparatoires de la société civile. Il est à remplir et à retourner à CGLU avant le 30 avril 2012.

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Santé, Energie)

Simoné Giovetti, chargé de mission (Crises et catastrophes)

Constance Koukouï, chargée de mission (Sécurité alimentaire)

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Santé, Economie)

Virginie Rouquette, chargée de mission (Culture)

Sarah Schönfeld, chargée de mission
(Développement durable, Eau)

DÉVELOPPEMENT DURABLE



RIO+20

Conférence des Nations Unies
sur le développement durable

Conférence des Nations Unies sur le développement durable - Rio+20, du 20 au 22 juin 2012

Le Club France Rio+20 organise une réunion de préparation, le 3 avril dernier, sur le thème « Rio+20 : un nouveau souffle pour une transition économique ? »

Le Club France Rio+20 a été créé en septembre 2011, à l'initiative du Comité 21, et rassemble une quarantaine de réseaux territoriaux, socio-professionnels, associatifs et académiques. Il ouvre un espace indépendant de dialogue entre les différents acteurs, permet de mutualiser les moyens et informations pertinentes sur la conférence RIO+20, d'assurer une représentation de la société civile française à l'occasion de RIO+20 et d'apporter un message innovant et fort en s'appuyant sur la réflexion, les réalisations territoriales et les technologies françaises.

Le Club France RIO+20 organisera également de multiples forums/événements en France et à Rio de Janeiro, notamment le déplacement d'une délégation multi-acteurs à Rio de Janeiro en juin 2012, sachant que ce grand rendez-vous mondial devrait pour la première fois donner une large place à la société civile.

Le 3 avril, une réunion sur le thème « Rio+20 : un nouveau souffle pour une transition économique ? » est organisée à l'AMF.

CULTURE

Sortie du Vade-mecum Patrimoine et coopération décentralisée

Fruit d'un partenariat de l'Association Nationale Villes Et Pays d'Art et d'Histoire (ANVPAH), la Délégation pour l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales (DAECT) et ministère de la Culture et de la Communication, le Vade-mecum Patrimoine et coopération décentralisée sera présenté en avril à l'Assemblée Nationale. Ayant associé un large panel d'acteurs dont les collectivités françaises, un side-event sera dédié à la présentation de la publication lors du prochain Forum de l'action internationale des collectivités de Cités Unies France, le 3 juillet 2012. Le même jour, une conférence sera dédiée au patrimoine.

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Courriel : c.koukouï@cites-unies-france.org

Courriel : s.derekeneire@cites-unies-france.org

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

Institutions européennes

La Commission européenne : Evaluation de l'appui à la décentralisation

En février dernier, la Commission européenne a publié son évaluation de l'appui à la décentralisation. Cette étude, qui porte sur l'aide fournie par l'Union européenne au cours de la période 2000-2009, a été menée par l'Unité d'évaluation de la DG DEVCO.

L'appui de la Commission européenne à la décentralisation a été mis en place avec deux objectifs :

- contribuer à une meilleure gouvernance locale ;
- contribuer à la délivrance de services locaux plus efficaces et de meilleure qualité.

L'évaluation montre que les résultats restent mitigés : si l'appui à la décentralisation a permis d'accroître l'accès des citoyens aux services locaux de base, il n'a pas eu d'impact sur leur qualité.

L'appui de la Commission européenne a toutefois permis une participation accrue des citoyens dans les affaires locales, une meilleure gouvernance et une responsabilisation des acteurs locaux.

L'évaluation est disponible sur le site EuropeAid : http://ec.europa.eu/europeaid/how/evaluation/evaluation_reports/2012/1300_docs_en.htm

Séminaire de présentation de l'évaluation de l'appui à la décentralisation de la Commission européenne, le 12 mars 2012, à Bruxelles

Cités Unies France a suivi le séminaire de la Commission européenne du 12 mars sur la présentation de l'évaluation sur l'appui à la décentralisation. Ce séminaire a regroupé des représentants des différentes directions de la Commission européenne (DG DEVCO, DG Régio) et des représentants d'associations de collectivités locales de divers continents.

Les représentants de la Commission ont rappelé l'importance de l'appui à la décentralisation et du développement local pour les politiques de développement de l'Union européenne, la décentralisation devant devenir un instrument de l'efficacité de l'aide.

Ce séminaire a été l'occasion pour les représentants d'associations de collectivités locales de rappeler aux membres des différentes directions de la Commission européenne l'importance que revêt le programme en direction des acteurs non étatiques et des autorités locales de l'UE.

Formation : « Les financements européens pour l'action internationale des collectivités territoriales : comment y accéder ? », les 28, 29 et 30 mars 2012

Cités Unies France, en collaboration avec l'Agence Française de Développement (AFD), a mis en place un pôle d'expertise européenne qui propose d'aider les collectivités territoriales françaises à concevoir et financer leurs projets de coopération décentralisée à travers des formations et un accompagnement technique personnalisé.

En préparation de la publication des appels pour les autorités locales 2012, le pôle expertise européenne a proposé une formation les 28, 29 et 30 mars 2012. Cette formation a été l'occasion pour une quinzaine de participants d'obtenir tous les éléments pour trouver les financements correspondants à leurs projets. Ils ont également acquis les éléments nécessaires pour monter un cadre logique et ainsi remplir une demande de subvention européenne. Une autre session de formation sera organisée au mois de novembre 2012.

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Réunion ANE/AL Amérique latine

Le 1^{er} mars dernier, les pôles Amérique latine et Caraïbes et Institutions européennes de Cités Unies France ont organisé une réunion sur les prochains appels à propositions européens en direction des pays d'Amérique latine et des Caraïbes.

Les collectivités présentes ont fait part de leurs difficultés à répondre aux appels à propositions européens et à voir leurs projets acceptés par la Commission européenne. Il apparaît que les collectivités ne sont pas suffisamment informées sur les possibilités de financement de leurs actions à l'international par l'Union européenne. Aussi, les fonds proposés sont souvent sous-utilisés.

Cette rencontre a été l'occasion pour les collectivités d'obtenir des informations sur les prochains appels à propositions de l'UE en direction des pays d'Amérique latine et des Caraïbes (date de sortie, thématiques, montant des enveloppes financières...) et de pouvoir ainsi anticiper la publication des appels et préparer au mieux leur dossier de demande subvention.

Projet de rapport de la commission DEVE du Parlement européen sur les relations entre l'Union européenne et l'Amérique latine en matière d'aide au développement

La commission DEVE du Parlement européen a publié, en février dernier, un projet de rapport sur la définition d'une nouvelle politique de coopération au développement avec l'Amérique latine.

Dans ce rapport, les membres de la commission DEVE regrettent la proposition de la Commission européenne sur l'Instrument de coopération au développement pour la période 2014-2020 qui exclue 11 pays d'Amérique latine des programmes bilatéraux.

La commission DEVE invite la Commission européenne à revoir les critères de classification des pays en ne se fondant pas uniquement sur le revenu par habitant pour évaluer le niveau de développement. Elle demande que l'aide bilatérale soit maintenue au moins avec la Colombie, l'Equateur et le Pérou.

La commission DEVE rappelle qu'il est indispensable d'impliquer les autorités locales et la société civile dans la définition des priorités de l'aide apportée à l'Amérique latine.

Le projet de rapport de la commission DEVE est sur le site à l'adresse suivante : <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=COMPARL&mode=XML&language=FR&reference=PE480.793>

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
1 ^{ères} Rencontres internationales du réseau Accueil Paysan	France (Paris, Isère)	30 mars - 14 avril	Accueil Paysan
Capitalisation du PCPA Algérie	CUF	2 avril	CUF
Forum de Platforma « Gouvernance des territoires et partenariats multi-acteurs : Enjeux en Europe et dans les pays partenaires »	Florence	2 -3 avril	Platforma
Rencontre croisée : « Israël-Palestine : deux sociétés en mouvement »	Paris	3 avril	Institut de Recherche et d'Etudes Méditerranée et Moyen Orient
1 ^{ère} réunion du comité de pilotage française de la 4 ^{ème} Rencontre franco-russe de la coopération décentralisée, décembre 2012, à Nice	Paris	4 avril	COFIL
Réunion du bureau exécutif de CUF	CUF	4 avril (matin)	CUF
Réunion du groupe thématique Energie	CUF	4 avril (après-midi)	CUF
Réunion de préparation de l'événement Culture	Toulouse	10 avril	CUF
Première réunion géographique sur le Sichuan	Paris	10 avril	ARF/CUF
Réunion du groupe-pays Maroc	CUF	11 avril (matin)	CUF
Réunion commission Relations internationales et Europe de la Fédération des parcs naturels régionaux	FNPR	12 avril	FNPR
Rencontre des coordinations nationales de réseaux participant à la campagne ALIMENTERRE	CUF	12 avril	CFSI/AlimtenTERRE
Organisation de la semaine des Offensives Utiles et Festives	Nanterre	12 avril	Ville de Nanterre
Réunion du groupe thématique équitable et solidaire	Blois	13 avril	Centraider
Réunion « Situation au Mali et dans la sous-région »	CUF	19 avril	CUF
Réunion des collectivités de PACA pour la solidarité internationale - Eau et assainissement	Manosque	19 avril	Agence régionale pour l'environnement de PACA
Réunion du groupe-pays Sénégal	CUF	20 avril	CUF

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Séminaire des cadres des AAL du Burkina Faso et de Côte d'Ivoire	Yamoussoukro et Abidjan, Côte d'Ivoire	23 - 27 avril	AIMF/ CUF
Réunion de groupe d'échanges-Comité national de l'eau (CNE) et la Commission nationale de la coopération décentralisée (CNCD)	CUF	26 avril	pS-Eau/Oudin
Regroupement national des Initiatives de Jeunes	Paris	27 - 29 avril	Agence française du programme européen
Festival : « Armor India »	Morlaix	27 avril - 13 mai	Ville de Morlaix, Morlaix Communauté, Conseil Général du Finistère, Conseil régional de Bretagne
Réunion du groupe-pays Amérique centrale et Cuba (à confirmer)	CUF	10 mai	CUF
Séminaire de l'AIRF : « Décentralisation et gouvernance régionale »	Tunis (Tunisie)	15-18 mai	Association Internationale des Régions Francophones (AIRF) / Région Rhône-Alpes
Rencontre administrateurs des réseaux régionaux multi-acteurs	CUF	21 mai	CUF/Réseaux régionaux
Séminaire : « La diplomatie des autorités locales et régionales, un outil au service du dialogue et de la paix »	Angers	23 - 24 mai	Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT)
Séminaire: « Décentralisation et gouvernance locale »	Tunis (Tunisie)	28 - 30 mai (à confirmer)	CGLU
Réunion du groupe-pays Argentine	(lieu à confirmer)	30 mai	CUF
Réunion du groupe-pays Turquie	CUF	31 mai (après-midi)	CUF
Séminaire thématique sur la décentralisation	Beyrouth (Liban)	31 mai - 1 ^{er} juin	CUF/Programme concerté Liban
Réunion du groupe-pays Israël	CUF	4 juin	CUF/ULAI
Séminaire de sensibilisation à la solidarité internationale auprès des professionnels de la jeunesse	Paris	14 - 15 juin	CUF/ANACEJ/ France-Volontaires
Assises européennes de la jeunesse Franco-malienne	Paris	15 - 16 juin	Conseil de base des Maliens de France / GRDR
Bureau exécutif CGLU	Rio de Janeiro	18 juin	CGLU
Sommet Rio + 20	Rio de Janeiro	20 - 22 juin	ONU
Comité de pilotage du Programme Concerté Maros (PCM)	Rabat	28 - 30 juin	PCM

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Réseau Euro-Gaza	Cascais	27 - 29 juin	RCDP/Dunkerque
Cycle de Rencontres dans le cadre du Programme Concerté Pluri-acteurs Algérie (PCPA)	Nanterre	29 juin	PCPA
Cinquième réunion du COPIIL français Troisièmes rencontres franco-japonaises 2012, à Chartres	Paris	Juin (date à préciser)	Comité de pilotage
3 ^{ème} Forum de l'action internationale des collectivités	Paris, Palais des Congrès	2 - 3 juillet	CUF / ICIC
Assemblée générale de Cités Unies France	Paris, Palais des Congrès	3 juillet	CUF
2 ^{ème} réunion du comité de pilotage de la 4 ^{ème} Rencontre franco-russe de la coopération décentralisée 2012, à Nice	Paris, Palais des Congrès	2 - 3 juillet (date à confirmer)	COPIIL
Université d'été du CRID	Lyon	4 - 7 juillet	CRID
Premiers ateliers sur la mobilité internationale des jeunes	Saint-Etienne	12 juillet	Kaléidoscope
Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-japonaise	Chartres	27 - 31 août	Comité de pilotage
6 ^{ème} Forum Urbain Mondial	Naples	1 - 7 septembre	ONU-Habitat
Assises de la coopération décentralisée franco-libanaises	Beyrouth	1 ^{er} - 2 octobre	Ambassade de France / Comité de Pilotage / CUF
Conférence XV CODATU (Coopération pour le développement et l'amélioration des transports urbains)	Addis Abeba	22 - 26 octobre	CODATU
Congrès de l'Association Nationale des Conseils d'Enfants et de Jeunes (ANACEJ)	Lille	29 - 30 octobre	ANACEJ
Forum International du Tourisme Solidaire Maroc	Taroudant (Maroc)	1 ^{er} - 2 novembre	FITS
2 ^{ème} Forum de la coopération décentralisée France-Argentine	Biarritz	12 - 13 novembre	Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques / CUF / MAEE
Atelier jeunesse et mobilité Internationale dans le cadre de la SSI	Ivry-sur-Seine	17 - 25 novembre	Mairie d'Ivry-sur-Seine
Séminaire de la coopération décentralisée France - Amérique centrale et Cuba	Esteli (Nicaragua)	28 - 30 novembre	Ambassade de France
Africités VI	Dakar	8 - 12 décembre	CGLU - Afrique
4 ^{ème} Rencontre franco-russe de la coopération décentralisée	Nice	14 - 15 décembre (à confirmer)	Comité de pilotage

Publications

Ouvrages édités par Cités Unies France

(Tarifs applicables à partir de janvier 2011)

Ouvrages de la collection "groupe - pays" : 25 euros

Les dossiers pays fournissent une synthèse de l'organisation des collectivités territoriales et des réformes administratives récentes. Ils comprennent également une analyse des partenariats de coopération décentralisée.

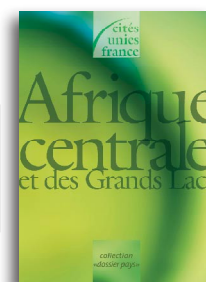
Référence	Ouvrage	Parution
DPPO	Dossier pays Pologne	2008
DPRO	Dossier pays Roumanie	2008
DPHO	Dossier pays Hongrie	2005
DPCR	Dossier pays Croatie	2006
DPRT	Dossier pays République tchèque (inclus "profils des régions tchèques")	2005
DPRU	Dossier pays Russie (à paraître)	2012
DPVN	Dossier pays Vietnam (deuxième édition - juin 2011)	2011
DPIN	Dossier pays Inde (première édition - février 2011)	2011
DPJA	Dossier pays Japon (deuxième édition - avril 2010!)	2010
DPPA	Dossier pays Palestine	2008
DPTQ	Dossier pays Turquie	2008
DPLI	Dossier pays Liban	2007
DPMA	Dossier pays Maroc	2007
DPIS	Dossier pays Israël	2007
DPTU	Dossier pays Tunisie	2005
DPBR	Dossier pays Brésil (deuxième édition - septembre 2011)	2011
DPNI	Dossier pays Nicaragua	2006
DPHT	Dossier Pays Haïti (à paraître)	2012
DPEU	Dossier Pays Etats-Unis (à paraître)	2012
DPBE	Dossier Pays Bénin (première édition - octobre 2010)	2010
DPBF	Dossier Pays Burkina Faso (première édition - juin 2010)	2010
DPTG	Dossier Pays Togo	2009
DPML	Dossier Pays Mali	2009
DPMU	Dossier Pays Mauritanie	2008
DPSE	Dossier Pays Sénégal	2007
DPNG	Dossier Pays Niger (à paraître)	2012



Publications

Ouvrages de la collection “groupe - pays” : 40 euros

Référence	Ouvrage	Parution
DPAC	Dossier Pays Afrique centrale et des Grands Lacs (octobre 2010)	2010



Repertoires des partenariats de coopération décentralisée : 15 euros

Cités Unies France recense et met à jour régulièrement les partenariats entre collectivités territoriales françaises et étrangères.

Référence	Ouvrage
RPRU	Répertoire des partenariats franco-russes
RPPO	Répertoire des partenariats franco-polonais
RPRO	Répertoire des partenariats franco-roumains
RPHO	Répertoire des partenariats franco-hongrois
RPRT	Répertoire des partenariats franco-tchèques
RPVN	Répertoire des partenariats franco-vietnamiens
RPJO	Répertoire des partenariats franco-japonais
RPAL	Répertoire des partenariats franco-algériens
RPPA	Répertoire des partenariats franco-palestiniens
RPMA	Répertoire des partenariats franco-marocains
RPTU	Répertoire des partenariats franco-tunisiens
RPIS	Répertoire des partenariats franco-israéliens
RPLI	Répertoire des partenariats franco-libanais
RPEU	Répertoire des partenariats franco-américains (France - Etats-Unis)
RPEU-a	Répertoire des partenariats franco-américains (en anglais)
RPALC	Répertoire des partenariats France - Amérique Latine et Caraïbes
RPBE	Répertoire des partenariats franco-béninois
RPBF	Répertoire des partenariats franco-burkinabè
RPCA	Répertoire des partenariats franco-camerounais
RPMR	Répertoire des partenariats franco-mauritaniens
RPMD	Répertoire des partenariats franco-malgaches
RPML	Répertoire des partenariats franco-maliens
RPSE	Répertoire des partenariats franco-sénégalais
RPTO	Répertoire des partenariats franco-togolais



Publications

Ouvrages de la collection "Réflexions" : 15 euros

Référence	Ouvrage	Parution
Ro01	Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale	2003
Ro02	Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè	2003
Ro03	Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne	2002
Ro04	L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires	2006
Ro07	Migrants et collectivités territoriales	2008
Ro08	L'éducation au développement et à la solidarité internationale (CUF-Educasol)	2010



Ouvrages de la collection "Référence" : 25 euros

REfo1	Les instruments juridiques de la coopération décentralisée	2008
REfo2	Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international	2009
REfo3	Coopération décentralisée et alimentation en Afrique - Agriculture et développement rural (CUF-CFSI)	2010
REfo4	La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne (CUF-AFD)	2010
REfo5	The International Cooperation of Local Authorities in the European Union: Germany, Spain, France, Italy, the United Kingdom, Sweden and the European Commission (CUF-AFD)	2011
REfo6	NOUVEAU ! Coopération décentralisée et santé en Afrique de l'Ouest et à Madagascar (CUF-ACTED)	2012



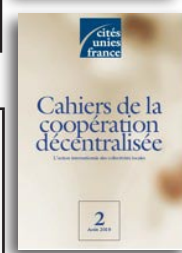
Ouvrages hors collection

HCDD	Coopération décentralisée pour le développement durable, Guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D	2005	15€
HCPCD	L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée. Document de réflexion et d'appui méthodologique		10€
HCCDDA	Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique. Pratiques en débat et expériences - 2 volumes	2000	10€
AFPM	Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan)	2009	22€



Cahiers de la coopération décentralisée

CDD-2	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 2 - août 2010 Prix collectivités adhérentes à CUF : 15€ Bientôt les Cahiers n° 3 !	2009	30€
-------	---	------	-----





9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 ■ Fax : (+33/0)1 53 41 81 41
Site Internet : www.cites-unies-france.org ■ Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org
Pour s'abonner à la lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org